

I. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE

1) APERÇU GENERAL

1. En dépit d'un ralentissement au début de la décennie, l'économie du Panama a enregistré une solide croissance ces dernières années, avec une augmentation annuelle moyenne du PIB de 4,9 pour cent de 2000 à 2006. Le PIB par habitant a ainsi progressé de 30 pour cent en valeur nominale pendant cette période, atteignant un peu plus de 5 200 dollars EU en 2006. À partir de 2002, les principaux moteurs de la croissance ont été la consommation privée et l'investissement et depuis 2004 les exportations jouent un rôle central à cet égard.

2. L'essor économique récent s'explique notamment par un contexte extérieur favorable et par des politiques macro-économiques prudentes. Du fait de l'utilisation du dollar EU comme monnaie nationale, le Panama n'a pas d'instruments de politique monétaire. La politique budgétaire est ainsi le seul instrument macro-économique dont disposent les autorités – d'où l'importance des mesures d'assainissement des finances publiques, et en particulier de la réforme de la Caisse de sécurité sociale mise en œuvre récemment. S'il a diminué, le rapport de la dette publique totale au PIB reste très élevé, avec un taux de 61,1 pour cent en 2006. Il convient de signaler en outre que la situation macro-économique a été favorisée par l'approbation de l'élargissement du canal de Panama, qui reste un important agent catalyseur de l'investissement privé dans le pays. Cependant, les carences de l'enseignement, la relative fragilité institutionnelle et les inégalités entre les régions continuent d'être des entraves majeures au développement du pays.

3. Traditionnellement déficitaire, le compte des opérations courantes de la balance des paiements panaméenne est financé par les excédents du compte de capital et d'opérations financières. Représentant 143 pour cent du PIB en 2006, le commerce international de biens et services joue un rôle vital pour l'économie nationale. Le Panama est aujourd'hui un important fournisseur de services, notamment dans les domaines des télécommunications, du tourisme, des services financiers, des services portuaires, et des services d'entreposage et de distribution de cargaisons; les services de transit par la voie du canal revêtent une importance fondamentale pour le pays et font du Panama un maillon essentiel du commerce international. Les dernières années ont vu une diversification du commerce de biens, avec un recul de la part des États-Unis, principal partenaire commercial, qui est tombée de 35,5 pour cent en 2000 à 30,8 pour cent en 2005; les flux d'investissement étranger vers le Panama ont également augmenté.

2) ÉVOLUTION MACRO-ECONOMIQUE

i) Structure et évolution de l'économie

4. La composition sectorielle de l'économie panaméenne est dominée par les activités de services, qui contribuent pour un peu plus de 80 pour cent au PIB (tableau I.1). Cette composition connaît diverses évolutions depuis 2000, avec une croissance supérieure à la moyenne pour les secteurs les plus compétitifs sur le plan international: transport et communications, intermédiation financière et tourisme. À partir de 2003, le secteur de la construction a bénéficié de la faiblesse des taux d'intérêt et sa croissance a dynamisé l'ensemble de l'économie.¹ La part de l'agriculture, de l'élevage et de l'industrie manufacturière dans le PIB a diminué au cours de la période 2000-2006; l'industrie de transformation, en particulier, a souffert du recul de compétitivité de la branche textile et de la fermeture de l'unique raffinerie de pétrole du pays en 2003.

¹ CEPAL (2006).

Tableau I.1
Indicateurs économiques de base, 2000-2006

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006 ^a
Produit intérieur brut (PIB)							
PIB réel (millions de dollars EU) ^b	11 371	11 436	11 691	12 183	13 099	14 005	15 142
PIB nominal (millions de dollars EU)	11 621	11 808	12 272	12 933	14 179	15 483	17 097
PIB nominal par habitant (dollars EU)	3 942	3 931	4 010	4 150	4 470	4 796	5 206
Structure sectorielle du PIB (% du PIB réel)							
Agriculture et élevage	5,3	5,1	4,8	4,8	4,5	4,4	4,4
Pêche	1,7	2,3	2,7	3,1	2,9	2,8	2,4
Industries extractives	0,7	0,7	0,8	1,0	1,0	1,0	1,0
Secteur manufacturier	9,6	9,0	8,5	7,9	7,5	7,3	7,0
Secteur primaire et industriel	17,4	17,1	16,8	16,8	15,9	15,4	14,7
Électricité, gaz et eau	3,3	3,1	3,3	3,2	3,1	3,1	2,9
Construction	4,7	3,7	3,3	4,2	4,5	4,3	4,6
Commerce	14,6	14,9	14,3	13,9	14,4	14,5	15,0
Hôtellerie et restauration	2,1	2,3	2,4	2,5	2,7	2,8	2,9
Transport, entreposage et communications	15,2	15,5	15,4	16,4	17,5	18,2	19,1
Intermédiation financière	9,9	9,5	8,7	7,7	6,8	7,4	7,7
Biens immobiliers, loyers et services aux entreprises	15,6	15,7	16,0	16,1	16,1	16,1	15,7
Administration publique et défense	4,6	4,5	4,4	3,9	4,0	3,5	..
Autres services publics et privés	10,5	11,1	11,5	11,7	10,9	10,5	13,4 ^c
Services	80,5	80,3	79,3	79,1	80,0	80,5	81,1
Plus impôts	5,9	6,0	6,5	6,2	6,1	6,3	6,2
Moins services d'intermédiation financière mesurés indirectement	3,7	3,2	2,5	2,5	2,0	2,1	2,4
PIB total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Emploi (% de la population active totale)^d							
Agriculture et élevage	..	..	..	..	18,1	18,1	18,4
Pêche	..	..	..	..	1,2	1,1	1,2
Industries extractives	..	..	..	..	0,1	0,1	0,2
Secteur manufacturier	..	..	..	..	9,5	9,1	9,0
Électricité, gaz et eau	..	..	..	..	0,7	0,6	0,7
Construction	..	..	..	..	7,5	7,2	7,9
Commerce	..	..	..	..	17,5	18,1	18,0
Hôtellerie et restauration	..	..	..	..	5,1	5,5	5,0
Transport, entreposage et communications	..	..	..	..	7,4	7,3	7,1
Intermédiation financière	..	..	..	..	2,1	1,9	2,0
Biens immobiliers, loyers et services aux entreprises	..	..	..	..	4,5	4,9	4,7
Administration publique et défense	..	..	..	..	6,2	5,5	5,5
Autres services publics et privés	..	..	..	..	20,4	20,5	20,3
Pour mémoire							
Population (milliers d'habitants) ^e	2 948	3 004	3 060	3 116	3 172	3 228	3 284
Taux de chômage déclaré ^f	8,8	11,2	10,9	10,9	9,2	7,6	6,5
Salaires nominaux moyens (dollars EU)	3 753	3 728	3 769	3 905	4 052	..	..

.. Données non disponibles.

a Les chiffres du PIB de 2006 sont des estimations.

b PIB réel aux prix du marché de 1996.

c Chiffre correspondant aux données agrégées de l'administration publique et des autres services publics et privés.

d Données obtenues à partir des enquêtes sur les ménages réalisées en août de chaque année.

e Estimation fondée sur le recensement de 2000.

f Pourcentage de chômeurs effectivement à la recherche d'un emploi par rapport à la population économiquement active. La méthode de calcul est modifiée à partir de 2001.

Source: Direction de la statistique et du recensement de l'Inspection générale de la République.

5. Le Panama a traversé une période de ralentissement économique à partir de 1999 en raison, notamment, de la fermeture des bases militaires américaines, de la hausse des taux d'intérêt sur le marché international et du recul du crédit à la consommation intérieure. En 2001, la mauvaise conjoncture économique internationale a également touché les exportations panaméennes qui, à l'instar de l'économie dans son ensemble, ont marqué le pas cette année-là (tableau I.2). Face à cette situation, le gouvernement a appliqué sur la période 2000-2003 une politique budgétaire anticyclique fondée sur l'accroissement de l'investissement et des dépenses publiques (voir plus bas).

Tableau I.2
Croissance du PIB par type de dépense, 2000-2005

	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Taux de croissance annuelle réelle (%)						
PIB	2,7	0,6	2,2	4,2	7,5	6,9
Consommation totale	0,2	3,9	7,3	7,3	3,9	7,2
Consommation privée	-0,1	3,1	6,9	8,7	4,3	7,6
Consommation publique	1,8	8,1	9,1	0,4	1,9	4,8
Formation brute de capital	-9,3	-24,2	-5,4	19,0	9,9	2,9
Formation brute de capital fixe	-7,3	-25,7	-5,6	23,3	9,4	6,4
Variation des stocks	-20,8	-13,2	-4,1	-7,0	13,8	-25,2
Exportations de biens et services	18,5	0,3	-2,5	-10,1	18,6	11,6
Importations de biens et services	10,3	-4,3	0,7	-3,5	14,4	10,8
PIB réel, composition en pourcentage						
Consommation totale	73,8	76,3	80,0	82,4	79,7	79,9
Consommation privée	61,9	63,5	66,4	69,3	67,2	67,7
Consommation publique	11,9	12,8	13,6	13,1	12,4	12,2
Formation brute de capital	23,8	18,0	16,6	19,0	19,4	18,6
Formation brute de capital fixe	20,9	15,5	14,3	16,9	17,2	17,1
Variation des stocks	2,9	2,5	2,3	2,1	2,2	1,5
Exportations de biens et services	75,5	75,4	71,9	62,0	68,4	71,4
Importations de biens et services	73,1	69,6	68,5	63,4	67,5	69,9

Source: Direction de la statistique et du recensement de l'Inspection générale de la République.

6. La reprise économique s'est amorcée vers la fin de 2002, grâce principalement à l'augmentation de la demande intérieure privée. La réactivation du crédit intérieur (résultat de la baisse des taux d'intérêt), en particulier, a stimulé la croissance de la consommation privée. Il faut aussi signaler la forte progression de l'investissement public dans les projets d'infrastructures ainsi que de l'investissement privé dans les biens d'équipement (logements et centres commerciaux). Les exportations nettes de biens et services sont devenues le principal moteur de la croissance économique, avec un taux annuel moyen de 15 pour cent en 2004-2006.² Le taux de croissance de l'économie a été de 8,1 pour cent en 2006.

7. L'agriculture et l'élevage, le commerce et les services personnels sont les trois secteurs qui génèrent le plus d'emplois au Panama, chacun d'eux employant 20 pour cent environ de la population active totale. Du fait du ralentissement économique de la fin des années 90, le taux de chômage déclaré a augmenté pour atteindre 11,2 pour cent en 2001 (tableau I.1). Depuis lors, toutefois, avec la

² Les exportations nettes ne tiennent pas compte des intrants, des réexportations, des bénéfices bancaires au titre des opérations à l'étranger, entre autres. Cette méthode diffère de celle utilisée dans l'établissement de la balance des paiements et du tableau I.2.

reprise économique, l'emploi s'est ressaisi, en particulier dans la province de Panama, et le taux de chômage déclaré est tombé à 6,5 pour cent en 2006.

8. Le niveau de sous-emploi reste relativement élevé; il a été estimé à 21 pour cent environ de la population active. L'existence d'un secteur informel est aussi une des caractéristiques du marché du travail.³ D'après l'enquête sur les ménages d'août 2006, près de la moitié de la population active extérieure au secteur de l'agriculture et de l'élevage travaille de façon informelle, principalement dans le secteur du commerce.

9. Le taux de croissance réelle du PIB par habitant a été en moyenne de 3,0 pour cent en 2000-2006, atteignant un montant nominal de 5 206 dollars EU en 2006. Toutefois, près de 37,2 pour cent de la population vivaient encore dans la pauvreté en 2003 (dernière année pour laquelle on dispose de données).⁴ De surcroît, de profondes inégalités persistent entre les régions comme le montrent les statistiques du PIB par habitant pour 2004 (dernière année pour laquelle on dispose de données par province): 7 000 dollars EU dans les provinces de Panama et de Colón contre seulement 2 000 dollars EU dans le reste du pays.⁵ L'indice du niveau de vie pour 2000 (dernière année pour laquelle on dispose de données) révèle aussi de larges écarts: 9,1 points pour les provinces de Panama et de Colón et 22,9 points pour le reste du pays.⁶

10. Selon une étude de la Banque mondiale, les niveaux d'instruction des Panaméens sont parmi les meilleurs d'Amérique centrale, même si le pays connaît encore des problèmes d'inégalités en ce qui concerne l'accès à l'éducation et sa qualité.⁷

11. Un rapport du FMI mentionne aussi le problème de la corruption, qui est perçue comme une pratique répandue touchant aussi bien le secteur public que le secteur privé.⁸ Cependant, le même rapport signale aussi le degré de priorité élevé que le gouvernement a accordé à la lutte contre la corruption. Parmi les mesures adoptées, citons la promulgation de la Loi n° 6 du 22 janvier 2002, qui fixe des règles de transparence dans la gestion des affaires publiques, la création en 2004 du Conseil national de la transparence pour la lutte contre la corruption (CNTC) et la ratification en 2005 de la Convention des Nations Unies contre la corruption. Le CNTC a pour mission première de contribuer à ce que les affaires publiques soient administrées conformément à la loi et dans le respect des règles d'intégrité, et d'assurer une gestion publique transparente et efficace qui soit propice au développement durable.

³ Direction de la statistique et du recensement de l'Inspection générale de la République.

⁴ Ministère de l'économie et des finances (2003).

⁵ Chiffres calculés par le Secrétariat de l'OMC sur la base des renseignements communiqués par l'Inspection générale de la République.

⁶ Les chiffres de l'indice du niveau de vie peuvent être consultés dans PNUD (2002), page 110; un indice élevé témoigne d'une carence des services de base et d'une insuffisance des revenus.

⁷ Banque mondiale (2005).

⁸ FMI (2005).

ii) Politique budgétaire

12. Le Ministère de l'économie et des finances (MEF) est l'organisme public chargé de formuler et de conduire la politique budgétaire.⁹ La Loi sur la gestion responsable des finances (LRF) de 2002 prévoit que le déficit budgétaire du secteur public non financier (SPNF) ne peut en aucun cas dépasser 2 pour cent du PIB.¹⁰ La LRF se propose de ramener à 50 pour cent le rapport de la dette publique totale nette au PIB et à 35 pour cent le rapport de la dette extérieure nette au PIB.¹¹ Force est toutefois de constater que ces objectifs n'ont pas été atteints en 2003, 2004 et 2005. Selon le FMI, l'efficacité de la LRF de 2002 souffre de l'absence de sanctions institutionnelles ou de mécanismes de correction automatiques, n'est pas suffisamment souple pour prendre en compte les périodes de récession et ne précise pas si la Direction du canal de Panama (ACP) relève ou non du SPNF.¹² Au début de 2007, le gouvernement étudiait en interne le projet d'une nouvelle loi sur la gestion responsable des finances.

13. La dégradation des comptes financiers du SPNF au cours de 2000-2004 s'explique en partie par la politique d'augmentation des dépenses publiques menée pour lutter contre la récession, qui a conduit à un accroissement des dépenses courantes et des versements d'intérêts (principalement au titre des emprunts extérieurs) sur les exercices budgétaires ultérieurs. Par ailleurs, la faible sensibilité des prélèvements fiscaux aux variations du PIB, conséquence de l'évasion et des exonérations fiscales, a fait que la progression des recettes est restée inférieure au taux de croissance de l'économie.¹³

14. À partir de 2005, la tendance déficitaire des finances publiques a pu être infléchie, notamment grâce à l'épargne courante. Les facteurs ci-après y ont contribué: la réforme du régime des pensions de 2005 qui a eu pour effet de réduire le déficit de la Caisse de sécurité sociale (CSS) en 2005-2006; l'augmentation des transferts de fonds provenant de l'exploitation du canal; les réformes fiscales de 2002 et 2005 qui ont éliminé diverses exonérations et élargi l'assiette de certaines taxes; et la forte croissance de l'économie en 2004-2006. Les chiffres provisoires laissent entrevoir un excédent budgétaire de 0,5 pour cent du PIB pour 2006 (tableau I.3).

Tableau I.3

Comptes financiers du secteur public non financier (SPNF), exercices budgétaires 2000-2006
(en pourcentage du PIB courant)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006 ^a
I. Recettes totales	26,0	25,5	24,3	22,3	21,1	22,4	25,1
Recettes courantes	24,3	23,4	22,0	21,0	20,1	20,5	23,7
Gouvernement central	17,2	16,5	15,4	14,8	13,9	14,7	17,9
Recettes fiscales	9,6	9,0	8,9	9,0	8,8	8,9	10,6
Impôt sur les bénéfices (ACP ^b)	0,5	0,5	0,4	0,4	0,4	0,3	0,3
Taxe à l'importation ^c	2,6	2,2	2,2	2,3	2,3	2,3	2,5
Autres recettes fiscales	6,5	6,3	6,3	6,3	6,1	6,2	7,8

⁹ Loi n° 97 du 21 décembre 1998.

¹⁰ Loi n° 20 du 7 mai 2002.

¹¹ Comme la dette publique extérieure nette, la dette publique totale nette ne tient pas compte des ressources de l'État qui font partie du Fonds fiduciaire pour le développement.

¹² FMI (2005).

¹³ FMI (2005).

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006 ^a
Recettes non fiscales	5,5	5,5	6,1	5,6	4,8	5,6	7,3
Droits de péage du canal	1,4	1,2	1,2	1,1	1,0	1,2	1,6
Services publics dans la zone du Canal	0,1	0,2	0,3	0,2	0,2	0,1	..
Dividendes transférés de l'ACP	0,3	0,3	0,7	0,9	1,3	1,3	2,0
Autres recettes non fiscales	3,7	3,8	3,9	3,4	2,3	3,0	3,7
Autres recettes courantes	2,1	2,0	0,4	0,2	0,3	0,2	0,1
Caisse de sécurité sociale (CSS)	6,4	6,2	5,9	5,6	5,6	5,3	5,2
Organismes regroupés ^d	0,7	0,7	0,7	0,6	0,6	0,5	0,6
Balance des entreprises publiques ^e	0,7	0,8	0,8	0,7	0,6	1,0	0,9
Balance des organismes non regroupés ^f	0,5	0,6	0,6	0,2	0,2	0,6	0,2
Revenu du capital	0,5	0,7	0,9	0,4	0,2	0,3	0,2
II. Dépenses totales	25,5	26,2	26,2	27,1	26,0	25,6	24,6
Dépenses courantes	18,1	18,6	18,7	18,6	18,3	17,4	17,1
Gouvernement central	9,0	9,1	8,9	8,9	9,1	8,7	8,8
Caisse de sécurité sociale	7,8	8,3	8,6	8,5	8,1	7,7	7,3
Organismes regroupés ^d	1,3	1,2	1,2	1,2	1,1	1,0	0,9
Total des intérêts	4,3	4,3	4,1	4,4	4,2	5,2	4,4
Emprunts extérieurs	3,2	3,5	3,6	3,7	3,5	4,4	3,3
Emprunts intérieurs	1,1	0,8	0,5	0,7	0,7	0,8	1,1
Dépenses d'équipement	3,1	3,3	3,3	4,1	3,5	3,0	3,1
Épargne courante	6,2	4,8	3,3	2,4	1,8	3,1	6,6
Balance primaire^g	4,8	3,6	2,0	-0,4	-0,7	2,0	4,9
Excédent ou déficit	0,5	-0,7	-2,0	-4,8	-4,9	-3,2	0,5
Pour mémoire							
PIB courant (millions de dollars EU)	11 620,5	11 870,5	12 272,4	12 933,2	14 179,3	15 483,3	17 097,1
Dette publique totale (millions de dollars EU)	7 732,1	8 400,8	8 521,2	8 661,6	9 976,8	10 231,3	10 453,0
Dette publique totale/PIB	66,5	71,2	69,4	67,0	70,4	66,1	61,1
Dette publique intérieure consolidée/PIB ^h	11,5	11,7	12,1	12,7	15,1	13,2	12,2
Dette publique extérieure/exportations totales	59,6	66,8	74,7	85,9	81,5	73,5	..

.. Données non disponibles.

a Chiffres provisoires.

b Direction du canal de Panama.

c Droits de douane augmentés de l'ITBMS prélevé sur les importations de biens et services.

d Organismes regroupés: BDA, IMA, BHN, Université du Panama et IFARHU.

e Entreprises publiques: ETESA, IPAT, AITSA, AMP, AAC, IDAAN et ZLC.

f Reste des entités décentralisées du SPNF; le bilan de l'ACP est inclus dans les comptes de 2000-2002.

g Recettes totales moins dépenses courantes et dépenses d'équipement (non compris les versements d'intérêts).

h La dette publique intérieure consolidée est calculée selon la méthode recommandée par le FMI (dette intérieure moins dette de la CSS).

Source: Tableau établi par le Secrétariat de l'OMC, sur la base des données communiquées par l'Inspection générale de la République.

15. Les réformes fiscales de 2002 et 2005 ont augmenté la part relative de certains prélèvements dans les recettes totales du gouvernement central. Les transferts effectués par l'ACP (22 pour cent) et les droits de douane et l'ITBMS prélevés sur les importations (14 pour cent) ont continué de représenter une proportion importante des recettes totales du gouvernement central en 2006.¹⁴

¹⁴ Impôt sur la cession de biens meubles et la fourniture de services (taxe à la valeur ajoutée).

16. Il convient également de signaler que selon une étude du FMI, l'ALC signé entre le Panama et les États-Unis (voir le chapitre II 4) ii)) pourrait réduire d'un cinquième les recettes fiscales recouvrées sur les importations (sans compter les risques de déplacements des échanges), ce qui équivaudrait à une réduction de 0,6 pour cent par an du PIB.¹⁵

17. La dette publique totale a augmenté sensiblement de 2000 à 2004, sous l'effet des besoins croissants de financement du secteur public et de la hausse des taux d'intérêt internationaux. Cependant, en proportion du PIB, elle est tombée de 66,5 à 61,1 pour cent de 2000 à 2006. Cette baisse témoigne en partie de l'amélioration du profil de la dette extérieure obtenue par l'opération de refinancement effectuée à la fin de 2005. La dette extérieure représentait 75 pour cent de la dette publique totale en décembre 2006. Le Panama dispose d'un Fonds de stabilisation constitué par le produit des privatisations, dont les ressources, d'une valeur équivalant à environ 7 pour cent du PIB, sont en grande partie investies dans des titres de la dette publique panaméenne. De plus, du fait de la croissance des ventes à l'étranger, le rapport de la dette publique extérieure aux exportations a fortement diminué entre 2003 et 2006 (tableau I.3).

iii) Politique monétaire

18. Le Panama ne dispose pas d'instruments de politique monétaire. Il ne possède pas de banque centrale ni d'aucun autre organisme qui intervienne en matière d'émission de monnaie, de régulation du crédit ou de gestion des réserves bancaires, ou encore comme prêteur de dernier recours.¹⁶ La surveillance du système bancaire incombe à l'Autorité de contrôle des banques (voir le chapitre IV) 5) iii)).

19. C'est aux termes de la Convention monétaire de 1904 que le dollar EU a été adopté comme monnaie ayant cours légal au Panama au même titre que la monnaie nationale (le balboa).¹⁷ Le taux de change nominal continue d'être de 1 dollar EU pour 1 balboa, celui-ci n'étant pratiquement pas utilisé dans les transactions courantes. L'offre monétaire et les taux d'intérêt locaux sont fixés par le marché bancaire selon le jeu de l'offre et de la demande et en fonction des taux d'intérêt internationaux. Il n'existe pas de coefficients de réserves obligatoires pour les dépôts ni de restrictions au mouvement des capitaux à destination ou en provenance du système bancaire. En outre, il ne semble pas y avoir, dans les faits, de restrictions à l'établissement de banques étrangères au Panama (voir le chapitre IV 5) iii)).

20. Les taux d'intérêt passifs sont du même ordre que ceux du marché international, et sont comparables en particulier au taux LIBOR en dollars EU. Jusqu'à la fin de 2004, l'écart entre les taux locaux et les taux internationaux s'expliquait par le risque pays qui enchérissait les taux panaméens (tableau I.4). Cependant, quand, vers le milieu de 2004, la tendance à la baisse des taux internationaux s'est inversée et que ces taux ont commencé à monter, les taux locaux se sont situés au-dessous du taux LIBOR, ce qui donne à penser que l'offre de crédit était supérieure à la demande sur le marché local.

¹⁵ FMI (2005).

¹⁶ Organisme public, la Banque nationale du Panama fait office de dépositaire des ressources financières de l'État.

¹⁷ Ministère de l'économie et des finances (2000).

Tableau I.4
Principaux indicateurs monétaires, 2000-2006
(en pourcentage)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005 ^a	2006 ^a
Agrégats monétaires							
Total des dépôts (% du PIB)	77,0	83,0	80,5	79,7	78,4	77,6	..
Total des dépôts (taux de variation sur 12 mois)	8,9	9,5	0,9	4,6	8,6	7,2	..
Crédits au secteur privé (% du PIB)	93,4	99,4	88,7	85,9	86,3	90,6	..
Taux d'intérêt nominaux							
Taux d'intérêt passif (secteur bancaire panaméen) ^b	7,1	6,8	5,0	4,0	2,2	2,7	4,5
Taux d'intérêt passif (secteur bancaire étranger) ^b	5,8	4,2	2,6	2,3	1,9	2,7	4,3
Taux d'intérêt actif (secteur bancaire panaméen) ^c	10,3	10,6	9,2	8,9	8,2	8,3	8,1
Taux d'intérêt actif (secteur bancaire étranger) ^c	9,5	9,5	7,4	6,1	6,1	6,6	7,5
Inflation							
Indice des prix à la consommation - IPC (fin de période) ^d	0,7	0,3	1,9	1,5	2,0	3,5	2,3
Indice des prix de gros (fin de période)	8,8	-3,2	-3,0	1,6	4,4	5,7	6,1
Taux de change							
Taux de change nominal	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00

.. Données non disponibles.

a Chiffres provisoires.

b Dépôts à six mois.

c Prêts pour activités commerciales sur un an.

d À partir de 2004, les chiffres correspondent à un nouvelle série ayant pour base octobre 2002.

Source: Direction de la statistique et du recensement de l'Inspection générale de la République.

21. Au début de 2000, plus efficaces et mieux positionnées sur les marchés internationaux, les banques étrangères ont pu offrir des taux d'intérêt actifs et passifs plus bas que leurs homologues panaméens.¹⁸ Cet écart s'est atténué au cours de la période 2000-2006, parallèlement à la baisse des taux d'intérêt en valeur absolue. Par ailleurs, la marge bancaire (*spread*)¹⁹ s'est accrue au cours de la période, encore qu'il faille noter que les chiffres communiqués au Panama concernent la moyenne des intérêts perçus sur les prêts en cours et non les taux sur les nouveaux prêts (voir le chapitre IV 5) iii)).

22. En 2005, sous l'effet de la hausse du cours mondial du pétrole et des problèmes liés à l'offre de produits alimentaires, l'inflation a atteint son niveau le plus élevé des 15 dernières années, l'indice des prix à la consommation se situant à 3,5 pour cent (tableau I.4). L'IPC n'était plus que de 2,3 pour cent en 2006, du fait, entre autres, de la régularisation de l'offre des produits alimentaires assurée par l'ouverture de nouveaux contingents tarifaires (voir le chapitre IV 2)).²⁰ Toutefois, l'IPC est remonté durant les quatre premiers mois de 2007.

23. Trois facteurs expliquent la faible inflation traditionnellement observée au Panama: i) l'équilibre de l'offre monétaire dû à la dollarisation²¹; ii) la stabilité des salaires réels liée à

¹⁸ Moreno-Villalaz (1999) et Goldfajn F. (2001).

¹⁹ Écart entre les taux d'intérêt passifs et actifs.

²⁰ Ministère de l'économie et des finances (2006).

²¹ Chapman, G. (1999).

l'abondante réserve de main-d'œuvre résultant d'un taux élevé de sous-emploi (21 pour cent) et d'un faible taux d'activité de la population (63 pour cent en 2006)²²; et iii) la relative stabilité des prix internationaux, qui se reflète en grande partie sur les prix panaméens en raison du rôle important joué par les importations dans l'offre intérieure.

24. Pour la période 2000-2006, l'on constate que l'indice panaméen des prix à la consommation s'est situé, à l'exception de 2005, en deçà de l'indice équivalent des États-Unis, signe d'une légère dévaluation constante du taux de change réel (dollar EU/balboa).

iv) Balance des paiements

25. Le compte des opérations courantes de la balance des paiements du Panama est traditionnellement déficitaire. Le déficit s'accroît les années de forte croissance économique du fait que les importations de marchandises tendent à croître plus rapidement que les exportations, ce qui creuse le déficit du compte courant. Les années de croissance rapide, cet effet est amplifié par l'augmentation des transferts de bénéfices de la part des entreprises de commerce extérieur qui opèrent dans la Zone franche de Colón (ZLC). En 2004, le déficit du compte courant a atteint 7,5 pour cent du PIB, pour toutefois retomber à 2,2 pour cent en 2006 (tableau I.5).

Tableau I.5
Balance des paiements, 2000-2006
(en millions de dollars EU)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006 ^a
I. Compte courant	-672,5	-170,3	-95,5	-570,3	-1 061,5	-781,6	-378,2
A. Compte commercial	-289,3	193,7	-67,0	-4,6	-259,9	99,3	408,8
Exportations	7 832,9	7 985,2	7 592,6	7 581,5	8 816,9	10 735,6	12 412,7
Marchandises (f.a.b.)	5 838,5	5 992,4	5 314,7	5 071,9	6 078,3	7 591,2	8 508,8
Zone franche de Colón	4 791,1	4 913,6	4 344,6	4 080,4	4 997,3	5 904,8	..
Autres secteurs	1 047,4	1 078,8	970,1	991,5	1 081,0	1 686,4	..
Services	1 994,4	1 992,8	2 277,9	2 509,6	2 738,6	3 144,4	3 903,9
Importations	8 122,2	7 791,5	7 659,6	7 586,1	9 076,8	10 636,3	12 003,9
Marchandises (f.a.b.)	6 981,4	6 688,6	6 349,8	6 274,2	7 616,6	8 907,2	10 309,9
Zone franche de Colón	4 194,4	4 296,4	3 928,7	3 757,4	4 889,8	5 315,2	..
Autres secteurs	2 787,0	2 392,2	2 422,0	2 516,8	2 726,8	3 592,0	..
Services	1 140,8	1 102,9	1 309,8	1 311,9	1 460,2	1 729,1	1 694,0
Balance des marchandises	-1 142,9	-696,2	-1 035,1	-1 202,3	-1 538,3	-1 316,0	-1 801,1
Balance des services	853,6	889,9	968,1	1 197,7	1 278,4	1 415,3	2 209,9
B. Recettes nettes	-560,2	-590,1	-272,3	-821,3	-1 021,2	-1 124,3	-1 044,9
Zone franche de Colón	-151,6	-175,4	-110,3	-128,8	-203,9	-375,8	..
Service de la dette extérieure	-370,1	-425,4	-437,1	-468,2	-490,7	-566,8	..
Autres recettes	-91,8	-1,6	275,1	-144,9	-326,6	-181,7	..
C. Transferts unilatéraux	177,0	226,1	243,8	246,4	219,6	243,4	257,9
II. Compte capital et financier	-9,7	1 280,4	194,3	-13,5	391,2	1 804,3	718,6
A. Compte capital	1,7	1,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
B. Compte financier	-11,4	1 278,8	194,3	-13,5	391,2	1 804,3	718,6
Investissements directs	603,4	404,6	98,6	770,8	1 003,9	1 027,0	2 560,0
Investissement de portefeuille	-187,0	-20,6	90,3	109,0	167,2	-706,5	-441,4

²² Le taux d'activité correspond au pourcentage de la population active par rapport à la population totale en âge de travailler (personnes de 15 ans ou plus). Adresse consultée: <http://www.contraloria.gob.pa/dec/>.

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006 ^a
Autres investissements	-427,8	894,8	5,4	-893,3	-779,9	1.483,8	668,9
III. Erreurs et omissions	397,5	-462,9	47,2	249,1	274,9	-347,9	-79,3
IV. Financement	-327,7	644,0	146,0	-267,1	-395,4	674,8	261,1
Variation des réserves internationales	-109,2	633,3	137,9	-266,6	-396,3	521,3	166,1
Autres formes de financement	-218,5	10,7	8,1	-0,5	0,9	153,5	9,5
Pour mémoire							
Compte courant/PIB (%)	-5,8	-1,4	-0,8	-4,4	-7,5	-5,1	-2,2

.. Données non disponibles.

a Chiffres provisoires.

Source: Direction de la statistique et du recensement de l'Inspection générale de la République.

26. Au cours de la période 2000-2006, le déficit du compte courant a été en grande partie financé par les entrées d'investissements étrangers directs. De surcroît, les déséquilibres du compte sont "automatiquement" compensés par les flux financiers en raison des caractéristiques de l'économie panaméenne – telles que la dollarisation, l'absence de contrôle de la circulation des capitaux et l'intégration financière.²³

27. La balance des marchandises est depuis toujours déficitaire, en raison notamment de la taille réduite de l'industrie panaméenne qui, de surcroît, est tributaire des importations d'intrants. La croissance des importations de marchandises a également été favorisée par la hausse des cours mondiaux du pétrole et l'expansion des centres commerciaux dans la ville de Panama, qui a stimulé les importations de biens de consommation. La ZLC a apporté une contribution positive à la balance des marchandises en 2000-2006. Par contre, la balance des services est traditionnellement excédentaire, grâce en grande partie aux apports du canal et du tourisme (voir plus bas).

28. Le compte des recettes nettes a été déficitaire sur la période 2000-2006. Les transferts de bénéfices et de dividendes à l'étranger (principalement imputables aux entreprises opérant dans la ZLC) ont augmenté. Par ailleurs, le déficit de ce compte (50 pour cent du total en 2005) a continué d'avoir pour principale cause les versements d'intérêts au titre de la dette extérieure. Les transferts unilatéraux ont été constamment positifs au cours de la même période.

29. À l'exception de 2000-2003, le compte capital et financier a été constamment excédentaire sur toute la période 2000-2006. Dans le cas du Panama, la variation des réserves internationales reflète l'évolution de la situation des actifs extérieurs de la Banque nationale du Panama.

3) COMMERCE ET FLUX D'INVESTISSEMENT

i) Évolution du commerce de marchandises

30. La composition et la destination du commerce de marchandises du Panama sont présentées dans les tableaux AI.1 à AI.4. Il faut préciser que les chiffres qui y figurent ne tiennent pas compte de la grande majorité des opérations de la ZLC, qui intervient pour les trois quarts environ dans la valeur du commerce de marchandises du Panama (importations et exportations). Aussi les tableaux de la présente section et l'analyse qui y est faite ne prennent-ils pas en compte les importations en provenance d'autres pays destinées à la ZLC, ni les exportations et les réexportations de la ZLC vers

²³ Moreno-Villalaz (1999) et Chapman, G. (1999).

d'autres pays. Le tableau AI.3 inclut cependant les ventes (exportations) réalisées depuis le territoire douanier de Panama vers la ZLC et les autres zones franches du pays, alors que le tableau AI.4 comprend les achats (importations) effectués depuis ce territoire vers toutes les zones franches du pays.

31. Sur la période 2000-2005, l'augmentation annuelle moyenne en valeur a été de 4,2 pour cent pour les importations de marchandises, et de 4,5 pour cent pour les exportations, les deux séries affichant de légères fluctuations en 2001 et 2002. En 2005, les importations et les exportations ont atteint 4 155 et 964 millions de dollars EU, respectivement.

a) Composition du commerce de marchandises

32. Le Panama exporte essentiellement des produits alimentaires: fruits divers (surtout melons, pastèques et papayes fraîches); poisson frais, congelé, séché ou en filet; bananes; et crustacés congelés. Au cours de la période 2000-2005, la part des fruits divers a plus que septuplé, celle des différents types de poissons a doublé et celle des bananes a chuté de moitié (tableau AI.1). Avec la fermeture de son unique raffinerie de pétrole à la fin de 2002, le pays a pratiquement cessé d'exporter des combustibles. La part des produits manufacturés dans les exportations totales, par ailleurs, a baissé considérablement: après avoir atteint un pic de près de 18 pour cent en 2001, elle est tombée à 9,1 pour cent en 2005. La baisse a concerné tout particulièrement les produits chimiques et les produits semi-ouvrés comme les cuirs et les articles en pâte à papier.

33. S'agissant des importations, la part des produits manufacturés est restée stable, autour de 68 pour cent, sur la période 2000-2005 (tableau AI.2). Les principaux produits manufacturés importés sont les produits chimiques (médicaments), les équipements de télécommunication et les véhicules automobiles. La part des importations de produits agricoles est restée relativement stable sur la même période (13 pour cent en 2005). Les importations de combustibles ont représenté 17,9 pour cent des importations totales en 2005.

b) Destination du commerce de marchandises

34. Bien que leur part dans les importations du Panama ait diminué sensiblement, notamment à partir de 2003, les États-Unis restent la principale source des importations panaméennes, avec 25,7 pour cent du total (tableau AI.3). Ils sont suivis par les Antilles néerlandaises, l'Union européenne et le Costa Rica.²⁴ Les parts de la Chine et du Brésil enregistrent une importante progression depuis 2001.

35. Les États-Unis sont la principale destination des exportations du Panama, avec 45 pour cent du total en 2005 (tableau AI.4). La part de l'Union européenne, qui augmente notablement depuis 2001, a été de 28,2 pour cent en 2005. Les exportations vers les pays d'Amérique latine ont baissé, surtout à partir de 2003, mais elles continuent de représenter une part importante, avec 19,3 pour cent du total. Il convient aussi de noter que dans leur grande majorité, les réexportations à partir de la ZLC ont pour destination les pays d'Amérique latine.²⁵

²⁴ Depuis 2004, le Panama importe des Antilles néerlandaises une grande partie de sa consommation de combustibles et d'autres dérivés du pétrole.

²⁵ Voir: <http://www.zonalibredecolon.com.pa/main.htm>.

ii) Commerce de services

36. La balance des services du Panama est traditionnellement excédentaire. Les exportations de services représentent approximativement 29 pour cent du PIB et 81 pour cent des exportations nettes de biens et de services (tableau I.6). En 2006, les services de transport et d'entreposage (y compris ceux fournis par l'ACP et par les entreprises de la ZLC) ont représenté un peu plus de la moitié du total des exportations de services. Les exportations de services de tourisme (24,6 pour cent), de services financiers (6,8 pour cent) et des autres services aux entreprises (6,7 pour cent) occupent également une place importante.

Tableau I.6
Commerce de services, 2000-2006
(en millions de dollars EU)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005 ^a	2006 ^a
Balance de services	853,6	889,9	968,1	1 197,7	1 278,4	1 415,3	2 209,9
Importation de services	-1 140,8	-1 102,9	-1 309,8	-1 311,9	-1 460,2	-1 729,1	-1 694,0
Exportation de services	1 994,4	1 992,8	2 277,9	2 509,6	2 738,6	3 144,4	3 903,9
Direction du canal de Panama	756,7	739,1	806,1	930,9	1 054,9	1 234,1	..
Zone franche de Colón	55,0	44,9	71,0	47,1	61,6	79,2	..
Autres services de transport et d'entreposage	340,9	347,3	332,4	375,6	402,1	462,3	2 210,7 ^b
Services de tourisme	457,8	477,1	513,0	584,6	651,0	779,8	960,0
Services financiers	140,5	126,6	271,0	292,8	240,0	197,4	267,4
Services d'assurance	38,8	31,4	26,6	27,6	32,6	34,0	34,7
Services de communication et de construction	33,7	43,9	37,3	46,6	53,6	65,5	104,5
Services d'informatique	0,0	0,0	0,0	0,0	14,4	17,9	21,1
Autres services aux entreprises	138,0	148,0	183,9	167,8	193,0	236,0	262,6
Services d'administration publique	33,0	34,5	36,6	36,6	35,4	38,2	42,9

.. Données non disponibles.

a Chiffres provisoires.

b Y compris les services fournis par l'ACP et par les entreprises de la ZLC.

Source: Direction de la statistique et du recensement de l'Inspection générale de la République.

iii) Investissement étranger

37. Le flux net d'investissement étranger direct (IED) a quadruplé de 2000 à 2006, atteignant 2 560 millions de dollars EU en 2006.

38. À la fin des années 90, les flux d'IED au Panama ont augmenté sensiblement du fait de la privatisation des entreprises des secteurs de l'électricité et des télécommunications. Par contre, de 2000 à 2002, ils ont accusé une forte baisse en raison de l'atonie de l'économie et de la faible rentabilité du secteur bancaire. Par la suite, les flux nets d'IED ont augmenté rapidement (tableau I.7).

39. L'importance relative des différents secteurs destinataires de l'IED a évolué à partir de 2003, avec la reprise économique. Pour ces dernières années, il faut signaler les IED effectués par les entreprises opérant dans la ZLC; par d'autres entreprises du secteur du transport et de l'entreposage; par les entreprises prestataires du service de centres d'appels à usage commercial (*call centres*); ainsi qu'un flux croissant d'IED vers le secteur bancaire qui s'explique par l'octroi de nouvelles licences et par l'acquisition de banques nationales par des groupes étrangers (tel que l'achat de Banistmo par

HSBC pour 770 millions de dollars EU en 2006). Une importante participation étrangère dans les nouveaux projets immobiliers à partir de 2005 mérite également d'être mentionnée.

Tableau I.7
Flux d'investissement étranger direct net par secteur, 2000-2006
(en millions de dollars EU)

	2000	2001	2002	2003	2004 ^a	2005 ^a	2006 ^a
Secteur bancaire	154,5	-81,7	-187,3	350,6	405,7	280,3	1 636,1
Entreprises de la Zone franche de Colón	-38,5	26,6	7,2	78,7	190,8	440,9	383,9
Secteur du transport, de l'entreposage et des communications (à l'exclusion de la ZLC)	173,4	68,8	43,3	114,7	271,3	..	..
Commerce de gros et de détail	95,4	78,2	152,5	56,6	78,0	..	..
Autres secteurs ^b	239,1	375,2	82,9	216,9	58,1	305,8	540,0
Total	623,9	467,1	98,6	817,5	1 003,9	1 027,0	2 560,0

a Chiffres provisoires.

b Industries extractives, services publics, industrie alimentaire, industrie chimique et services scientifiques et techniques.

Source: Direction de la statistique et du recensement de l'Inspection générale de la République.

4) PERSPECTIVES

40. Le Rapport économique annuel pour 2006 établi par le MEF prévoit une croissance annuelle du PIB réel de 8,0 pour cent sur 2007-2009. Cette projection repose principalement sur la mise en œuvre de vastes projets de construction, et notamment la mise en place d'un troisième jeu d'écluses sur le canal (voir le chapitre IV 5) v)). L'on anticipe aussi une augmentation importante du déficit du compte courant du fait de l'accroissement des importations d'intrants destinés à ces travaux. Le même rapport table sur une conjoncture internationale favorable aux exportations panaméennes et à la fréquentation du canal ainsi que sur la stabilisation du prix du pétrole, ce qui permettrait d'augmenter les dépenses intérieures sans pour autant créer une pression inflationniste. Dans le document intitulé *Visión Estratégica para el Desarrollo Económico y de Empleo hacia el 2009* (Vision stratégique pour le développement économique et la croissance de l'emploi à l'horizon 2009), publié en 2005, les pouvoirs publics se fixent pour objectif en 2009 un excédent budgétaire de 1 pour cent du PIB pour le gouvernement central et une stabilisation à 60 pour cent du rapport dette publique totale/PIB.²⁶

²⁶ Voir: www.mef.gob.pa/.